

**Arrêté préfectoral n°307-DDPP-24 en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement
mettant en demeure la société CHROMOBRONZE, située ZI de Galinay à Roche-la-Molière
de respecter les prescriptions générales applicables à ses installations**

Le Préfet de la Loire

- Vu** le titre 1^{er} du livre 1 du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L 171-8 ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;
Vu l'arrêté ministériel du 30/06/06 relatif aux « prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement » ;
Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 29/08/2024 faisant suite à l'inspection du 27/08/2024 ;
Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 14/03/2023 faisant suite à l'inspection du 22/02/2023 ;
Vu le courrier recommandé du 10 septembre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;
Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT qu'il a été demandé à l'exploitant dans le rapport du 14/03/2023 de :

- étudier pour les lignes de traitement la compatibilité entre les bains associés à une même rétention. En outre une solution doit être trouvée pour gérer l'incompatibilité soude-acide si les concentrations des bains concernés le nécessitent. L'étude sera réalisée sous 6 mois, la solution technique retenue (réentions sélectives, cuves double enveloppe...) sera mise en place sous 12 mois.
- vérifier sous 2 mois les éventuelles incompatibilités entre les produits stockés dans le local produits chimiques pour placer les produits incompatibles sur des rétentions distinctes.

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté lors de l'inspection du 27/08/2024 que :

- L'étude de la compatibilité entre les bains de soude et bains acides n'a pas été réalisée.
- La vérification de l'étanchéité des rétentions présentes sous les bains de traitement n'a pas été réalisée depuis plus de 10ans.
- L'exploitant ne dispose pas de plan des réseaux et ne connaît pas ses réseaux d'eaux pluviales, et d'eaux usées.
- Concernant les eaux industrielles, l'exploitant affirme être en zéro rejet mais l'inspection a constaté la présence d'eau dans des puits situés à l'extérieur de l'établissement à côté de l'ancienne station de détoxification et une analyse de l'eau demandée lors de la précédente inspection montre une pollution de cette eau au chrome.
- L'exploitant ne sait pas d'où proviennent ces effluents, ceux-ci semblent s'évacuer vers le réseau d'eaux pluviales côté route.

CONSIDÉRANT que l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30/06/06 prévoit que :

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et

acide, acide et base très concentrés, etc.). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui sont maintenus fermés.

CONSIDÉRANT que l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30/06/06 prévoit que :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société CHROMOBRONZE implantée ZI de Galinay à Roche-la-Molière, est mise en demeure de :

- respecter l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30/06/06

- en justifiant du positionnement des baignoires de soude et d'acide chromique en regard des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives au mélange de produits incompatibles sous un délai de 3 mois. En cas d'incompatibilité, une étude technique sur les solutions à mettre en œuvre sera transmise à l'inspection sous un délai de 6 mois, la mise en conformité des installations devra être réalisée sous un délai de 12 mois.

- en justifiant du positionnement des stockages de produits chimiques dans le local dédié à cet effet en regard des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives au mélange de produits incompatibles sous un délai de 3 mois. En cas d'incompatibilité, la mise en conformité des installations devra être réalisée sous ce même délai.

- en justifiant du respect des dispositions de l'article 6-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 pour ce qui concerne les prescriptions relatives à l'étanchéité des rétentions présentes sous les cuves de traitement dans un délai de 6 mois et en réalisant l'étanchéité de ces dernières si cela s'avère nécessaire dans un délai de 12 mois.

- respecter l'article 7 de l'arrêté ministériel du 30/06/2006

- en réalisant dans un délai de 3 mois un plan de ses réseaux d'eaux pluviales, usées et industrielles de son site.

Article 2 :

Faute pour la société Chrombronze de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr. Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la LOIRE pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Roche-la-Molière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité, adressé à la direction départementale de la protection des populations – service environnement et prévention des risques.

Saint-Étienne, le 15 OCT. 2024

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Dominique SCHUFFENECKER

Copie adressée à :

- Société Chromobronze
- Mairie de Roche-la-Molière
- Archives
- Chrono

